

Il y a toujours à faire...

Congo-Kinshasa

LE PROJET VAS-Y FILLE !

Baptisé *Vas-y fille*, le projet de valorisation de la scolarisation des filles, financé par la Coopération britannique pour trois ans, vise notamment à briser les barrières qui empêchent les filles de réussir à l'école et de terminer les études primaires. Ce projet a été lancé le 12 juin 2013, à Mbandaka, chef-lieu de la province de l'Équateur.

Améliorer l'éducation d'environ 137 360 filles marginalisées et assurer qu'elles acquièrent les capacités nécessaires à terminer le cycle primaire. Tel est l'objectif.

Un communiqué annonçant le lancement du projet justifie cet appui de la coopération britannique au fait que malgré les mesures prises récemment par le gouvernement de la RDC pour bâtir une éducation universelle pour les enfants du pays, en 2011 seulement 48% des filles terminaient le cycle primaire. Les barrières à l'éducation sont particulièrement élevées pour les femmes et les filles : 49% de femmes âgées de 15 à 24 ans ne savent ni lire ni écrire et 4 millions de filles âgées de 5 à 17 ans sont exclues du système scolaire.

(Web : *Le Potentiel*, 15/06/13)

Grèce

DES PARENTS TROP PAUVRES

Tragédie grecque. Le *Dayly mail* n'utilise pas la langue de bois pour raconter l'ultime et choquant effet de la crise économique qui a mis la Grèce à genoux : l'abandon des enfants. N'ayant plus de quoi les nourrir, de nombreux parents font le choix de confier leurs enfants à des orphelinats

pour leur permettre d'avoir une vie digne et quelque chose à manger trois fois par jour. C'est l'histoire désespérée d'Alexandros et Olga Eleftheriadou, titulaires jusqu'il y a peu d'un commerce de pizza à la coupe, aujourd'hui sans emploi, qui ont choisi de confier leurs trois fils aînés au Centre d'accueil Zanneo à Athènes, tandis que les deux plus jeunes sont restés avec eux à la maison, où ils survivent avec une allocation d'à peine 400 € par mois. Les aînés vivent dans ce centre du lundi au vendredi et les parents viennent les chercher pour le week-end. Selon la maman, qui confie ne s'être résolue à cette décision extrême qu'après avoir tenté de survivre à sept avec le soutien de la retraite de la grand-mère, cette décision a été vraiment pénible, surtout au début. Aujourd'hui, après une année, ce qui la console, c'est que les enfants semblent sereins et que les enseignants du centre sont contents d'eux.

Le choix de la famille Eleftheriadou n'est pas un cas isolé : selon les associations du secteur, 80 % des mineurs accueillis en institution ne sont pas des orphelins, et 10% des enfants grecs sont en situation de malnutrition. Dans beaucoup d'écoles, les leçons de gymnastique ont été supprimées car les enfants sont trop faibles pour les suivre. SOS Villages d'enfants avait 47 familles à sa charge il y a 5 ans. Elles sont 900 aujourd'hui, et l'organisation ouvre des nouveaux centres d'accueil dans tout le pays. « *Quelquefois les enfants nous arrivent dans de telles conditions qu'ils ont même de la peine à parler* » raconte un des éducateurs, alors qu'on commence à signaler des cas de troubles mentaux provoqués par les carences alimentaires.

(*Vita Non Profit*, 25/06/13)

Serbie

LA FUITE DES CERVEAUX

Selon les statistiques, 75% des étudiants serbes souhaiteraient quitter le pays. Mais il y a encore pire : le même pourcentage de parents n'envisagent que l'émigration comme avenir pour leurs enfants. À peine 29% des parents d'étudiants souhaitent que leurs enfants restent en Serbie. Selon une étude menée par Marina Blagojevi Hagson, de l'Institut de recherches sociologiques, le nombre de personnes qui sont déjà dans la vie active et qui souhaitent quitter le pays dépasse 50% alors que chez les plus jeunes, ce chiffre monte à 66%. Et la crise ne fait rien pour arranger les choses, bien au contraire.

Durant les années 2000, plus d'un demi-million de personnes ont quitté le pays. Plus de 50 000 d'entre elles étaient des émigrants hautement qualifiés.

(Web : Novi Magazin, 03/06/13, traduit par J. Papovic)

Monde

PAUVRETÉ ET ENVIRONNEMENT

À l'approche de 2015, une question domine le Programme mondial pour le développement : par quoi remplacer les objectifs du Millénaire pour le

développement ? Douze ans après la Déclaration du Millénaire, les indicateurs montrent que, sans protection des écosystèmes, les progrès réalisés en termes d'assistance aux plus démunis restent à la traîne. En Tanzanie, la production des petits agriculteurs baisse dramatiquement suite à la dégradation des sols. Au Bangladesh, les communautés sont confrontées à des conditions météorologiques de plus en plus imprévisibles à cause du changement climatique. Privés de leurs principales ressources économiques par la déforestation, les peuples indigènes d'Amérique latine et d'Asie du Sud-est cherchent d'autres moyens de subsistance. Il est désormais clair que le programme de développement pour l'après-2015 doit lier pauvreté et environnement s'il veut induire un changement durable. Les efforts d'intégration des trois volets du développement durable (social, environnemental et économique) en une seule approche remontent aux années 1980. Mais, en dépit des progrès effectués dans de nombreux domaines, ces plans n'ont pas réussi à induire un changement institutionnel à long terme. Souvent, les institutions internationales ont élaboré des plans nationaux exhaustifs pour la durabilité sans y associer les ministères des Finances ou du Plan des pays concernés.

(Web : PNUD, 19/06/13)